

Un *die-in* pour la bibliodiversité

Lors de la dernière Foire du livre de Bruxelles, un groupement d'éditeurs a fait sensation en se couchant sur le plateau de l'émission « Millefeuille ». Un appel à l'aide plutôt qu'une déclaration de guerre : la nécessité d'ouvrir un vrai débat avant liquidation des stocks.

J eudi 1^{er} mars, début de soirée, nous attendons avec Natalie Massart le début de l'enregistrement de « Millefeuille » pour une courte séquence consacrée au débat sur le prix fixe du livre en Belgique. Au moment de commencer, après un certain retard, une quinzaine d'éditeurs débarquent sur le lieu du tournage. Objectif annoncé : dénoncer les conditions d'exercice de l'édition indépendante. Méthode : un *die-in*, simulation de mort, tout le monde se couche à terre. L'équipe est réticente, puis accepte. Le générique se met en marche. Gros plan sur les éditeurs étendus. Sur le moment, le sens de la démarche pose question. Mais par-delà l'immédiateté du geste, le sentiment qu'il faut revenir sur le mouvement, l'interroger dans la durée, le replacer dans son contexte : un ensemble de « neuf lettres ouvertes en une » pour la bibliodiversité.

Autour du *die-in*

A l'initiative de Xavier Löwenthal (La 5^e Couche), Thierry Van Hasselt (Frémok), David Giannoni (Maelström) et Patrick Lowie (Biliki), le *die-in* de la Foire du livre n'est que l'une des formes de protestation imaginées par les quatre éditeurs pour susciter une prise de

conscience. Le moment le plus théâtral, au fond, d'une réflexion amorcée bien avant et déclenchée, semble-t-il, par l'annonce de l'arrêt du pôle diffusion/distribution d'Aden (dirigé par Gilles Martin, également maison d'édition et librairie) prévu pour le mois de juin : « *La structure, le projet Aden Diffusion, explique David Giannoni, n'a pas marché. Le fait que l'initiative a été confrontée à la réalité d'aujourd'hui avec les problèmes du monde du livre d'aujourd'hui (surproduction, non-paiement des libraires...), a obligé à déclarer forfait.* » Une disparition qui précipite la recherche de solutions, par delà la seule distribution.

A l'approche de la Foire du livre, les éditeurs réfléchissent à des moyens d'action. Le premier pas est le lancement d'une pétition pour la réduction des tarifs postaux appliqués au livre (une mesure qui existe déjà au niveau international, mais n'est pratiquement jamais appliquée, car peu connue des guichetiers). Dans la foulée, les quatre rédigent en moins de 48 heures un ensemble de « neuf lettres ouvertes en une », reprises dans *La Libre Belgique* du 28 février, adressées dans l'ordre aux organisateurs de la Foire du livre, aux libraires « subventionnés », aux bibliothécaires, au directeur de la Fnac, aux libraires, aux chroniqueurs culturels, à la direction de la Poste, à la ministre de la Culture et aux lecteurs. Des revendications certes écrites à la hâte, mais révélatrices d'un profond malaise : « *Ces lettres, indique David Giannoni, représentent une prise de risque. Mais c'était le moment d'y aller : la fin de la diffusion/distribution chez Aden a été une cataly-*

seur. Maintenant, c'est une question de vie ou de mort. »

Car le risque n'est pas nul, tant vis-à-vis de la Communauté française, que des libraires ou encore des autres éditeurs, qui n'approuvent pas nécessairement la démarche. En réponse aux critiques, les éditeurs insistent sur l'importance de ne pas considérer les lettres de façon trop stéréotypée : loin de constituer le socle d'un programme politique ou d'une association professionnelle, celles-ci avaient pour objectif de provoquer une crise, point de départ d'un vrai débat. Ils reconnaissent néanmoins quelques maladresses de formulation, et ont l'intention d'affiner progressivement leur propos.

La Foire aux couacs

A rebours du discours dominant sur la Foire du livre de Bruxelles (voir à ce sujet l'article de *Livres Hebdo* du 9 mars 2007, « Une Foire sans couac », où la commissaire générale de la Foire, Ana Garcia, évoque le *dynamisme* et la *réussite* de l'événement), les éditeurs indépendants se montrent globalement sceptiques : « *Le grand problème de la Foire du livre, c'est son image de "Foire" bon enfant, indique Patrick Lowie, où l'on ne sait pas trop ce qui se passe. Nous étions prêts à y aller Re-zolibre, et puis non. En raison du coût d'accès, mais aussi de la perte d'un certain public.* » Sur la question des frais de location, la réponse d'Ana Garcia est assez simple : il existe un tarif préférentiel. Mais l'argumentation des éditeurs dépasse le loyer pour s'attaquer plus directement au sens de la Foire du Livre : passée la dépense de 5 euros pour aller voir ce que peut faire Hachette, passée la pos-

sibilité de frôler du doigt son écrivain fétiche, quelle est la *singularité* de l'événement ? Être préférentiel, sur ce point, ne suffit pas. Ce qu'il faut, c'est un programme. A titre de comparaison, Thierry Van Hasselt cite le Festival international de la bande dessinée d'Angoulême qui, sans être parfait, se distingue par une ligne pensée, attentive aux deux vitesses du marché éditorial.

Pour mener à bien cette redéfinition des objectifs de la Foire du livre, les éditeurs souhaiteraient une meilleure représentation de l'édition de création au sein du Conseil d'administration. Seul moyen, selon eux, de faire émerger une véritable programmation *culturelle*, dans un esprit de rencontre et de découverte : « *La Foire du livre est une occasion annuelle de présenter d'autres livres, pas seulement les nouveautés en primeur. La Foire du livre*

pourrait être un acte de résistance à la normalisation éditoriale. Rien n'est fait pour nous mettre en avant, c'est pourquoi nous vous demandons d'endosser le costume de découvreur et de nous aider à rendre visible l'ensemble de nos productions, en voulant bien tenir compte, dorénavant, de notre indispensable existence. »

La librairie

Pas moins de trois lettres visent la librairie. C'est que le commerce du livre n'est pas *un*, et que si une seule et même revendication s'offre ici à lire (avoir plus de visibilité), les problèmes sont multiples. Au directeur de la Fnac tout d'abord, ils font part de leurs interrogations : comment se fait-il qu'un « agitateur de culture » ne soit pas plus attentif à l'activité des éditeurs de création ?

Concernant les librairies subventionnées

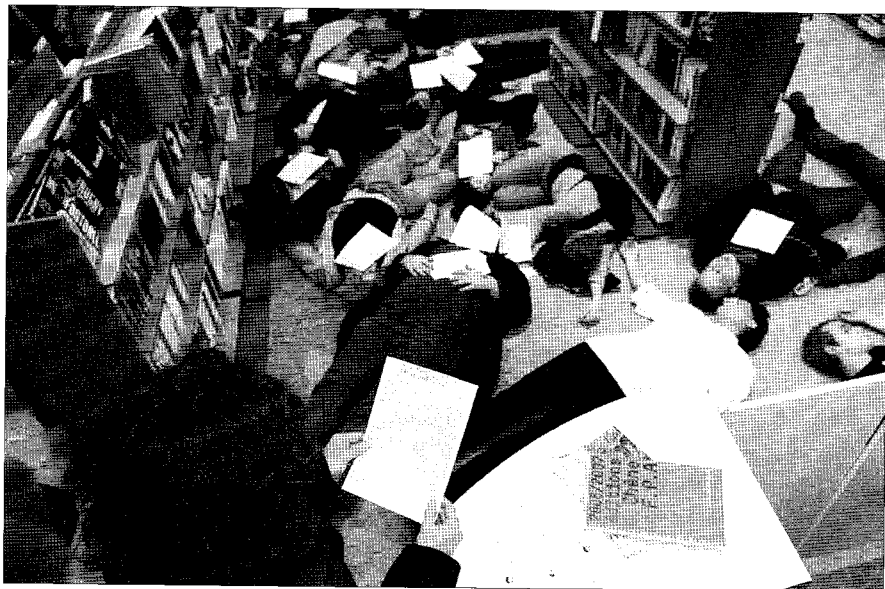
ensuite (Quartiers Latins, le Centre Wallonie-Bruxelles à Paris...) les éditeurs regrettent que des institutions financées par les pouvoirs publics en vue de promouvoir la création belge n'accordent pas plus d'importance à leur production. A noter que la critique s'articule directement à une autre, adressée à la ministre de la Culture : le constat d'une politique culturelle inefficace parce qu'insuffisamment globale, trop centrée sur l'aide à la production et non à la diffusion. Et qui, quand bien même elle s'occupe d'aide à la création, la dispense au compte-gouttes, à des éditeurs ayant pignon sur rue.

Le troisième et dernier volet, enfin, est destiné pour sa part à la librairie traditionnelle : « *Vous semblez souffrir des mêmes difficultés que nous. Notre précarité n'a d'égale que la vôtre. Pensez-vous vraiment que la solution de vos problèmes réside dans l'imitation des Fnacs, Clubs et autre Virgin ? Nous voyons bien que les librairies "trop" singulières disparaissent. Mais si toutes les librairies se ressemblent, à quoi servirez-vous ? Nous vous demandons de résister au matraquage des offices, dont nous vous savons victimes, en redoublant d'attention envers nos productions. »*

Au stade actuel, la présentation reste assez vague, et mériterait de plus amples développements. Une des raisons, d'ailleurs, pour lesquelles Aden préfère apporter son « soutien critique » aux lettres plutôt que sa signature, considérant que les problèmes de la librairie ne doivent en aucun cas être sous-estimés.

Ne pas scinder

J'ai déjà évoqué les questions relatives aux tarifs postaux pour le livre et aux



Le die-in de la Foire du livre. Photo Guillaume Michon.

pouvoirs publics. Je n'insisterai pas sur l'appel aux bibliothécaires (« *Nous avons beau écumer les rayons des bibliothèques publiques de notre beau pays, nous n'y trouvons pas nos livres, ou rarement* ») et aux chroniqueurs culturels (« *N'avez-vous pas un rôle à jouer dans la diffusion d'une création qui n'a pas les moyens de vous communiquer services de presse et prières d'insérer, ni d'acheter dans vos journaux des espaces promotionnels ?* »), qui parlent d'eux-mêmes. Il conviendrait d'insister sur le destinataire final des éditeurs en revanche, le lecteur, à qui demande est faite de se montrer plus vigilant et plus actif que jamais : « *Il faut aller au livre. Il ne peut plus venir à vous.* »

Cet appel au sens critique du lecteur s'accompagne dans le même temps de la multiplication, pour répondre à un manque, de nouvelles façons de se rendre visible. Du côté de la vente, le site Rezolibre (<http://www.rezolibre.com>), une librairie en ligne créée par les éditions Biliki, met ainsi à la disposition des internautes plus de mille titres d'une quarantaine d'éditeurs. Des tentatives sont menées du côté des médias avec le magazine Rezolibre ou la prochaine Rezolibre TV. Les prix littéraires ne sont pas en reste avec le Prix Gros Sel (en réaction au Prix Rossel), qui récompense chaque année, depuis 2005, « *un livre dont l'auteur(e) aurait été oublié(e) (sciemment, c'est ce qu'on appelle de la censure, ou inconsciemment) par le système actuel du marché du livre (les médias, les distributeurs, les éditeurs, la majorité des libraires...)* mais pas par les lecteurs-curieux qui refusent de lire ce qu'on les oblige à lire ». Ou encore les festivals

du livre avec Le Joli Mai (<http://joli.mai.aden.be>), salon du livre alternatif et de l'édition indépendante lancé par Aden en complément de la Foire du livre de Bruxelles, et le Maelström Festival (<http://maelstromfestival.blog.spot.com>), où l'éditeur a sorti trois livres en avant-première. Ce ne sont là que quelques exemples, significatifs de ce que l'édition indépendante crée ses propres circuits, ses propres instances. Un mouvement d'innovation qui ne fait vraisemblablement que commencer. Mais si l'on ne peut que se réjouir du dynamisme, pour reprendre le lexique de tout à l'heure, de ces nouveaux pôles de la création, ceux-ci sont fondamentalement partiels. Stratégies de survie, volontés de limiter la distance entre l'auteur et le lecteur, ils demeurent accessibles à un certain public. Un public allant déjà au livre, ou prédisposé à y aller. Pour un autre public, qui ne dispose pas des ressources nécessaires à l'incorporation d'un rapport critique au livre, le conseil du libraire ou du bibliothécaire, le compte rendu dans la presse, sont indispensables. D'où le sens que l'on pourrait donner, en définitive, aux neuf lettres ouvertes. Cette idée que la scission n'est pas encore accomplie, qu'un système alternatif est complémentaire, qu'une réécriture du modèle existant s'impose.

Pour conclure

Interrogés sur la représentation qu'ils ont de leur activité, les éditeurs ont du mal à se définir. Si certains l'acceptent, la plupart se méfient du terme « indépendant », non seulement trop confus, mais mettant surtout en présence des

éditeurs dont ils ne se sentent pas proches, à l'instar d'Actes Sud, grande maison indépendante. Certains souhaitent ne pas être dits « petits », péjoratif ; pour d'autres, au contraire, leur activité serait vidée de sa substance s'ils devenaient un éditeur de taille moyenne. Thierry Van Hasselt, pour sa part, revendique le terme d'éditeur « de création », qui lui paraît le plus adéquat. Mais les lettres ont aussi permis l'émergence d'un nouveau discours, autour duquel s'accordent les éditeurs : « *Depuis plus de dix ans, nous publions des livres bios aux saveurs épicées, qui font l'orgueil de la Belgique dans les salons alimentaires de la planète.* » Aussi se proposent-ils de défendre le livre « bio », la « bibliodiversité ». Une éthique de la production dont ils seraient parmi les rares représentants.

Or la question est bien là : ces éditeurs dont la visibilité sinon l'existence est menacée valent-ils la peine d'être écoutés ? Sans doute ne faut-il pas tomber dans le cliché « petit éditeur vertueux » : si Actes Sud est un « indépendant » qui a grandi, sa politique éditoriale reste celle d'un éditeur de création. Mais force est de constater que le travail de certains « petits indépendants » n'a pas son équivalent ailleurs. On jettera un œil à la bande dessinée, où la chose est peut-être la plus frappante : on chercherait en vain le pendant de Frémok ou de la 5^e Couche dans des maisons aux reins trop solides. A ce titre, les lettres mériteraient de ne pas être que lues : le Patrimoine n'est pas toujours celui qu'on croit.

Tanguy Habrand